



COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 15/06/2015

Remise de la lettre s'opposant à l'invitation adressée par François Hollande au président mexicain Enrique Peña Nieto

Dans la matinée du 15 juin 2015, des membres de la communauté mexicaine en France et du Collectif Paris-Ayotzinapa ont remis à l'Elysée une lettre adressée au Président de la République, M. François Hollande, et au Ministre des Affaires Etrangères, M. Laurent Fabius. Cette lettre, signée par plusieurs associations, collectifs, universitaires, artistes et figures politiques du Mexique, de la France et d'autres pays, dénonce l'invitation du président mexicain Enrique Peña Nieto comme invité d'honneur du président François Hollande le 14 juillet 2015.

La France, historiquement considérée comme le pays des droits de l'homme, s'appête à recevoir le président d'un gouvernement corrompu dont le bilan est accablant : 43 000 morts dans les deux premières années du mandat de M. Peña Nieto, [5 204 disparus](#) rien qu'en 2014 (une personne disparue toutes les deux heures), une limitation grandissante de la liberté d'expression avec des dizaines de crimes commis à l'encontre des journalistes chaque année, une répression policière inédite, sans compter les milliers de cas de torture et les exécutions extrajudiciaires réalisées par l'armée et la police fédérale. Cette dernière a même bénéficié d'une formation de la France pour créer une [gendarmerie mexicaine](#), suivant le modèle français. L'ensemble des organisations internationales des droits de l'homme sont unanimes sur le sujet : le Mexique vit une crise humanitaire sans précédent, où les droits de l'homme sont entièrement bafoués et où l'impunité est la norme.

Depuis son arrivée au pouvoir, d'abord en tant que gouverneur de l'Etat du Mexique (cas d'**Atenco** en 2006), puis comme président de la République (massacres de **Tlatlaya**, **Iguala**, **Apatzingan**, **Tanhuato**), Enrique Peña Nieto a été responsable, en tant que chef des forces de l'ordre, de crimes réalisés contre son propre peuple. Il a été le premier à cautionner par son inaction l'intolérable violence dans laquelle vit quotidiennement l'ensemble de la société mexicaine. Un des exemples les plus récents est celui de la disparition de 43 étudiants de l'Ecole normale rurale d'Ayotzinapa le 26 septembre 2014. Ce cas a mis à nu le *modus operandi* du gouvernement mexicain : face à une attaque préméditée dont toutes

les forces de l'ordre avaient connaissance en temps réel, les autorités ont essayé d'éluder toute responsabilité en affirmant, sans la moindre gêne, devant les familles des jeunes disparus et l'ensemble de la communauté mexicaine, que les étudiants avaient été enlevés et calcinés dans une déchetterie, leurs restes jetés dans une rivière dans des sacs poubelle.

Après le déni de justice, le gouvernement de Peña Nieto a réactivé la répression et le harcèlement envers les familles des étudiants disparus et leurs soutiens. Dernièrement, le 7 juin 2015, jour des élections des maires, gouverneurs et députés mexicains, le gouvernement a déployé la police fédérale et l'armée dans trois Etats du Mexique : Guerrero, Oaxaca et Chiapas, dans le but de réprimer la population, principalement des enseignants, qui manifestaient pour dénoncer la collusion entre les hommes politiques et les narcotrafiquants, et s'opposaient à tout processus électoral tant que justice n'aurait pas été rendue. Résultat : 127 détenus et une personne tuée par la Police Fédérale.

C'est dans ce contexte que la France s'apprête à signer la vente de [50 hélicoptères Airbus](#) « SuperPuma », qui serviront sans doute, tout comme dans les 40 dernières années, à réprimer les mouvements sociaux qui dénoncent la violation systématique des droits de l'homme par l'Etat. C'est également dans ce contexte que la France va recevoir, en tant qu'invité d'honneur, le président mexicain Enrique Peña Nieto et son armée qui, malgré sa néfaste réputation auprès des organismes de droits de l'homme, va défiler sur les Champs Elysées le 14 juillet 2015.

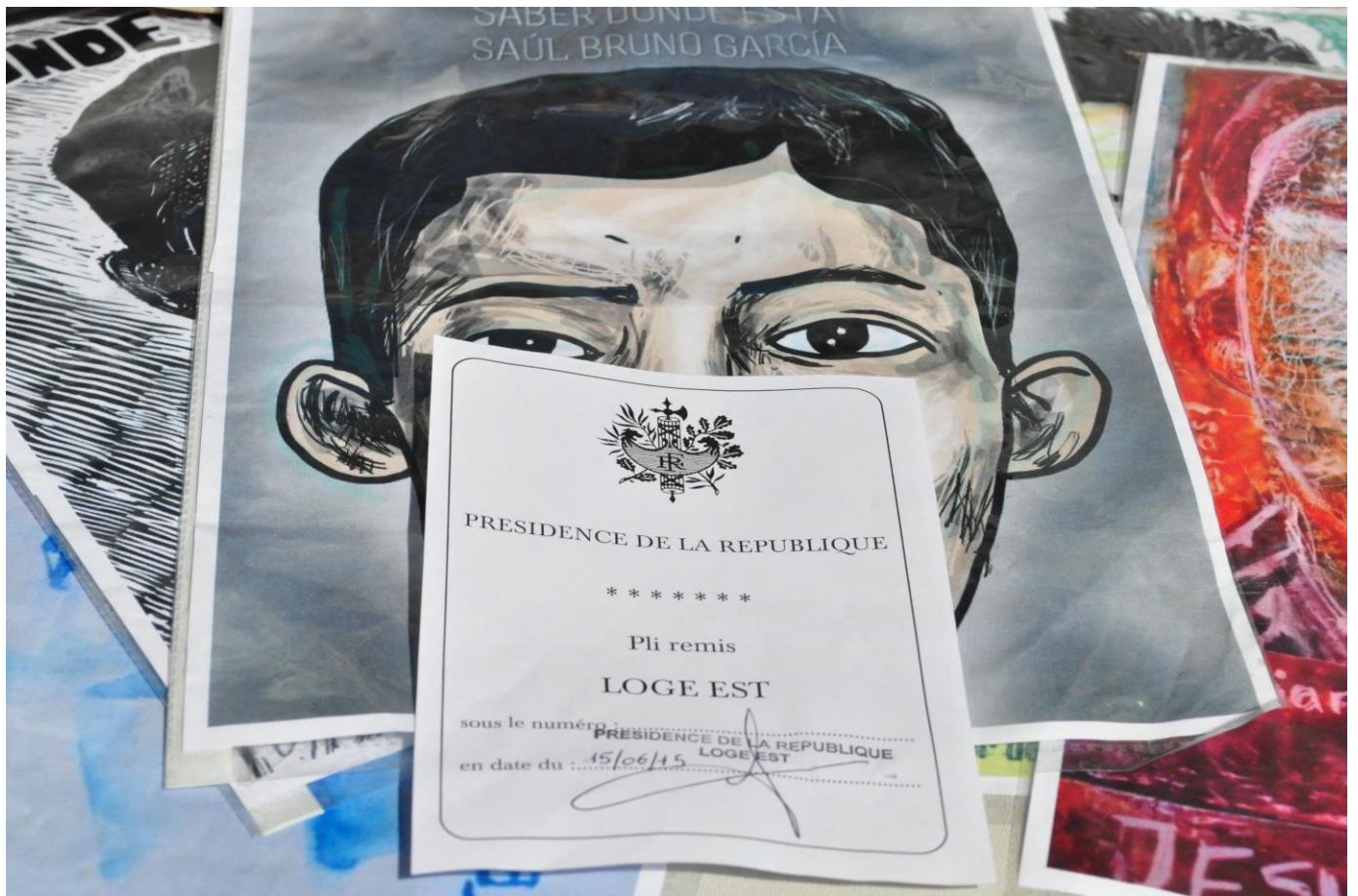
A travers cette lettre, la communauté mexicaine en France et l'ensemble des signataires dénoncent tous ces crimes et violations, cautionnés et encouragés par l'ensemble des accords économiques et militaires entre le Mexique et les États européens. Aussi, nous déplorons le rôle des grandes entreprises de l'industrie militaire et civile qui, à l'instar d'Airbus, cherchent à signer des contrats mirifiques au détriment de la population mexicaine, triple victime de la pauvreté, de la violence d'Etat et de la loi des narcotrafiquants.

Une version plus courte de la même lettre fait l'objet d'une [pétition on-line](#). Elle est hébergée par la plateforme Change.org et restera accessible **jusqu'au 13 juillet**. A ce jour, elle compte plus de **5 500 signatures**.

Afin d'informer la société civile de cette situation d'urgence, **une table ronde aura lieu le 26 juin, à l'occasion des 9 mois de la disparition des étudiants d'Ayotzinapa et de la Journée internationale contre la torture**. Nous vous enverrons les détails (heure et lieu) dans les prochains jours, mais vous y êtes, dès maintenant, très cordialement conviés.

Collectif Paris-Ayotzinapa
France Amérique Latine
Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples

Contact Collectif Paris-Ayotzinapa : parisayotzi@riseup.net



Monsieur François HOLLANDE
Président de la République
Palais de l'Elysée
55, rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 Paris

cc/ Monsieur Laurent FABIUS
Ministre des Affaires Etrangères

Paris, le 4 mai 2015

**Objet : Opposition à la présence du président mexicain Enrique Peña Nieto
aux commémorations du 14 juillet 2015.**

Monsieur le Président,

Vous allez recevoir, le 14 juillet prochain, en tant qu'invité d'honneur de la fête nationale française, Monsieur Enrique Peña Nieto, président constitutionnel du Mexique. Votre invitation a été rendue publique en avril 2014, lors de votre visite d'État au Mexique.

Depuis, des tragiques événements ont empiré encore plus la situation déjà critique dans laquelle se trouvait le Mexique, des faits graves qui engagent la responsabilité du président mexicain. Voilà pourquoi nous vous prions de reconsidérer la pertinence de cette invitation. Nous estimons que les honneurs réservés à M. Peña Nieto sont désormais déplacés et malvenus. Loin de rapprocher les peuples français et mexicain, ces honneurs risquent de détériorer leurs liens d'amitié, et de ternir l'image de la France.

Depuis presque une décennie, le peuple mexicain est profondément meurtri par des violences inouïes. Celles-ci ont fait plus de **160 000 morts** depuis 2006¹ (dont 43 000 dans les deux premières années du mandat de M. Peña Nieto), et plus de **25 000 disparus**, selon les chiffres officiels². Cette catastrophe humanitaire est le résultat d'une « guerre contre la drogue » qui transforme un problème de santé publique en un problème de sécurité nationale, avec les épouvantables résultats que l'on connaît. Egaleme nt en cause, le système de justice inefficace qui perpétue l'impunité dans un climat de violence systémique dont les citoyens mexicains sont les premières victimes.

Ces derniers mois, le Mexique a vécu des événements tragiques qui ont bouleversé l'opinion publique. Nous parlons des crimes d'État commis par l'armée mexicaine à Tlatlaya

¹ D'après l'hebdomadaire *Zeta*, de Tijuana, qui recense les chiffres de la violence au Mexique depuis 2006.

² Voir les statistiques du « Registro Nacional de Datos de Personas Extraviadas o Desaparecidas » (RNPED) de la Secretaría de Gobernación (<http://secretariadoejecutivo.gob.mx/rnped/consulta-publica.php>) et le rapport « Informe Mundial 2014 : México » de HRW (<http://www.hrw.org/es/world-report/2014/country-chapters/121995>). Voir aussi la lettre de José Miguel Vivanco, directeur exécutif de la division Amériques de HRW, à Miguel Ángel Osorio Chong, Secretario de Gobernación, sur l'absence d'un registre fiable et exhaustif : <http://www.hrw.org/es/news/2014/10/08/mexico-carta-miguel-angel-osorio-chong-sobre-desapariciones>

(État de Mexico) en juin 2014, de ceux commis par la police municipale à Iguala (Etat de Guerrero) en septembre 2014 et, plus récemment, par la police fédérale à Apatzingán (État de Michoacán) en janvier 2015. Dans le cas de **Tlatlaya**, au moins 15 personnes qui avaient rendu leurs armes lors d'un affrontement avec l'armée ont fait l'objet d'exécutions extrajudiciaires. À **Apatzingán**, 16 membres des forces rurales et des civils désarmés ont subi le même sort. Ce ne sont pas les premières victimes d'exécutions extrajudiciaires perpétrées par la police ou l'armée. En effet, un rapport spécial de l'Organisation des Nations unies, reconnu par le gouvernement mexicain, estime le nombre d'exécutions extrajudiciaires commises entre 2006 et 2012 à plus de 70 000³. Enfin, le 26 septembre 2014, des dizaines d'étudiants de l'École Normale Rurale d'**Ayotzinapa** ont été attaqués par la police municipale sous les ordres du maire d'Iguala avec la probable complicité de l'armée. Trois d'entre eux ont été tués sur place, quarante-trois autres ont été enlevés et sont toujours portés disparus après plus de sept mois de vaines recherches. Le gouvernement a tenté de classer l'affaire en donnant sa « vérité historique » des faits d'Iguala. Cependant, cette version a été immédiatement contestée par les familles des victimes, ainsi que démentie par de nombreux spécialistes du EAAF (Equipo Argentino de Antropología Forense), d'Amnesty International, de Human Rights Watch, et du Parlement européen, qui ont tous exigé la poursuite de l'enquête.

Alors que pour le gouvernement de M. Peña Nieto le crime d'Iguala n'est qu'un fait isolé, les spécialistes ne cessent de confirmer que la torture, les exécutions extrajudiciaires et les disparitions forcées sont monnaie courante au Mexique⁴. Ainsi, un rapport de l'ONU, présenté au Conseil des droits de l'homme en 2015⁵, faisant état de la « pratique généralisée de la torture par toutes les forces de l'ordre au Mexique », met en évidence l'absence de volonté politique du président Peña Nieto pour défendre les droits de l'homme. Ce rapport nous autorise d'ailleurs à craindre l'entrée en activité de la Gendarmerie nationale mexicaine, une division de la police fédérale que la France a aidé à former, suite à l'accord de sécurité France-Mexique signé par vous et M. Peña Nieto, à Mexico en avril 2014.

Par ailleurs, il ne faut pas oublier que c'est justement M. Peña Nieto qui a ordonné la répression des paysans de la commune d'Atenco, le 3 et 4 mai 2006, lorsqu'il était gouverneur de l'État de Mexico. Ces deux journées ont causé la mort de deux personnes (dont un mineur), 207 arrestations et la torture et l'agression sexuelle par la police de 27 femmes, parmi lesquelles des citoyennes européennes⁶.

Et que dire des attaques à la liberté d'expression ? Selon Reporters sans frontières, les agressions contre les journalistes ont sensiblement augmenté depuis l'arrivée à la présidence d'Enrique Peña Nieto, faisant du Mexique l'un des pays les plus dangereux pour l'exercice du journalisme⁷. Dans les quatre dernières années, 97 journalistes ont été tués au Mexique.

³ Rapport du rapporteur spécial des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires et arbitraires (A/HRC/26/36/Add.1), présenté au Conseil des Droits de l'Homme, en mai 2013.

⁴ « Le Comité des disparitions forcées des Nations Unies émet un rapport accablant concernant le Mexique », Florian Hervé, Mediapart, 19/03/15 (<http://blogs.mediapart.fr/blog/florian-herve/190315/le-comite-des-disparitions-forcees-des-nations-unies-emet-un-rapport-accablant-concernant-le-mexi>).

⁵ Rapport du rapporteur spécial des Nations unies, M. Juan E. Méndez, présenté au Conseil des droits de l'homme le lundi 9 mars 2015 (<http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session28/Pages/ListReports.aspx>).

⁶ Voir le rapport d'Amnesty International intitulé « Mexique. Violences contre les femmes et déni de justice dans l'État de Mexico », index AI : AMR 41/028/2006.

⁷ Voir le « Classement mondial de la liberté de la presse 2015 » de Reporters sans frontières, qui situe le Mexique à la

De plus, les attaques et la censure infligées aux médias critiques se multiplient, comme le témoigne la privation d'antenne à l'équipe de Carmen Aristegui en mars 2015⁸. Ces journalistes avaient récemment révélé plusieurs scandales de corruption et de conflits d'intérêts dans les plus hautes sphères du gouvernement, dont l'affaire de la « Maison Blanche », luxueuse résidence privée du président, acquise auprès d'un prestataire de l'Etat dans des conditions douteuses.

Le président Peña Nieto s'est montré insensible aux critiques et refuse de reconnaître la grave détérioration de la situation des droits humains au Mexique. En n'agissant pas pour que la justice mexicaine remplisse pleinement son rôle et en disqualifiant les journalistes et organismes internationaux qui critiquent la gestion de son gouvernement, Enrique Peña Nieto se fait le complice des donneurs d'ordre de tous ces crimes. Dans ce contexte d'impunité, de répression et de censure, la société civile mexicaine n'a d'autre option que de s'adresser à la communauté internationale pour réclamer justice et exiger des garanties de non répétition de ces graves violations des droits humains.

Il est temps de prendre au sérieux la violence systémique que subit le peuple mexicain et dont l'Etat, à travers ses forces de sécurité, est directement responsable. Les liens entre la France et le Mexique ne sauraient être soumis exclusivement aux considérations qui relèvent de la « diplomatie économique ». L'heure est trop grave pour cautionner une telle vision. Le Mexique traverse à la fois une crise humanitaire qui ne dit pas son nom, et une crise de représentativité sans précédent à cause de l'immoralité de ses gouvernants.

Pour ces raisons, nous condamnons la présence du président Enrique Peña Nieto aux commémorations du 14 juillet 2015, ainsi que toute l'honorabilité qui lui a été accordée. Nous vous demandons, Monsieur le Président, de reconsidérer cette invitation. Les mots que vous avez prononcés lors de votre visite au Mexique ne pourraient illustrer mieux notre sentiment : « Le 14 juillet n'est pas simplement la fête nationale pour la France, c'est la fête de la liberté partout dans le monde. Chaque fois que nous invitons un chef d'Etat qui représente pour nous un pays ami, c'est pour partager ces valeurs. Et, avec le Mexique qui est un pays révolutionnaire, j'allais dire presque par culture, nous avons en commun les valeurs de liberté, d'émancipation, de dignité et nous voulons aussi bâtir un ordre plus juste »⁹. Ces valeurs, que vous avez estimées impératives, sont violées aujourd'hui de façon systématique avec le consentement d'un dirigeant indigne, qui représente, par sa politique autoritaire, une menace aux droits fondamentaux des Mexicains ainsi que des expatriés français résidant au Mexique.

Monsieur le Président, nous vous prions de ne pas rester *indifférent* aux préoccupations et aux demandes de la société civile mexicaine. La vocation de la France, que vous incarnez, n'est pas d'honorer un dirigeant impliqué dans des actes répressifs et soupçonné de corruption, en échange de juteux contrats d'armement. Encore moins est-elle d'accorder un défilé sur les Champs Elysées à une armée responsable de multiples agressions contre sa population civile. Au lieu de cela, nous vous demandons de profiter de

148ème place sur 180 pays (<http://fr.rsf.org/classement-mondial-de-la-liberte-12-02-2015,47572.html>).

⁸ http://www.liberation.fr/monde/2015/04/08/le-licenciement-d-une-journaliste-scandalise-le-mexique_1237232

⁹ Allocution lors de la conférence de presse conjointe à Mexico, 10 avril 2014 (<http://www.elysee.fr/declarations/article/allocution-lors-de-la-conference-de-presse-conjointe-a-mexico/>).

l'occasion pour condamner publiquement les **disparitions forcées**, les **tortures généralisées** et les **exécutions extrajudiciaires** perpétrées presque quotidiennement au Mexique en totale impunité.

Veillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de nos salutations les plus respectueuses.

Signatures à titre collectif :

La communauté mexicaine en France, Collectif Paris-Ayotzinapa, Association France Amérique Latine (FAL), Collectif Marseille-Ayotzinapa, Association Mut Vitz 13 (Marseille), Collectif Solidarité pour le Mexique (Strasbourg), Collectif Mexicanos en Bordeaux, Collectif Todos somos Ayotzi en Toulouse, Collectif #YoSoy132 Lyon, Bordamos por la Paz Paris, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), Association Espoir Chiapas, Association Palenque (Lyon), Mouvement pour la paix dans la justice et la dignité (Mexique), Réseau mondial pour la paix au Mexique, SERPAJ México (Servicio Paz y Justicia), Association Regard sur les Droits de l'Homme (RDH, Grenoble), Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL), Commission Ethique Contre la Torture (Chili), Red Solidaria Década Contra la Impunidad (organisations de défense des Droits Humains), Albergue de migrantes Hermanos en el Camino (refuge pour migrants, Ciudad Ixtepec), Association ENSeguida (Ecole Normale Supérieure de Lyon), Association TEJE (Travailler Ensemble Jeunes et Engagé-e-s), Mouvement des Jeunes Communistes du Bas-Rhin, Union des Etudiants Communistes de Strasbourg, Collectif Kamelibre (Marseille), Revue DIAL (Diffusion de l'Information sur l'Amérique Latine), Collectif #Yosoy132Internacional, Assemblée Ayotzinapa Catalunya, Collectif Nuestra Aparente Rendición (Espagne), Confédération Générale du Travail Espagne (CGT), Collectif 43 (Berlin), Collectif Bologna per Ayotzinapa (Italie), Collectif Ayotzinapa Suecia (Suède), Collectif Frente por Ayotzinapa en Córdoba (Argentine), Bordados por la paz Córdoba (Argentina), Collectif Justicia Ayotzinapa (El Salvador), Collectif Ayotzinapa NY, Collectif #YoSoy132 Nueva York, Collectif #YoSoy132 Los Angeles, Collectif Solidaridad con Ayotzinapa Vancouver, Collectif Mexican Solidarity Australia, Bordamos por la paz México, Bordamos por la paz ITESO, Collectif Académicos de Monterrey 43, Collectif Ayotzinapa Somos Todxs (Jalisco), Congrès Citoyen de Jalisco, Familias Unidas por Nuestros Desaparecidos Jalisco (FUNDEJ), Collectif Ayotzinapa de Vuelta a Casa (Mexico), Collectif #YoSoy132 Juvenil Puebla, Casa de Estudiantes Emiliano Zapata (CEEZ, Puebla), Liga Estudiantil Democrática (LED, Puebla), Colectivo Universitario por la Educación Popular (CUEP, Puebla), Frente Estudiantil por una Educación para Todos (FEET, Puebla), Desfibrilador Grafico (Puebla), Collectif YoSoy132Ensenada, Collectif YoSoy132SLP (San Luis Potosí), Collectif #YoSoy132SC (Mexico), Collectif Tijuana por Ayotzinapa, Collectif TJ Mujeres en Resistencia (Tijuana), Collectif Defensores del Parque Benito Juárez (Tijuana), Liga Socialista Revolucionaria (Ciudad Juárez), Iniciativa Feminista-Hijxs de su Maquilera Madre (Ciudad Juárez), Collectif INGAPE Tijuana, Collectif INGAPE Baja California, Voces por Ayotzinapa (projet de protestation citoyenne, Mexique), Universidad de la Dignidad (projet alternatif d'éducation populaire, Mexique), Pueblo Organizado Gaceta Virtual (média indépendant), La Resistencia (média indépendant), Periódico Derecho de Réplica (média indépendant), Banco Documental Atte. Los Que Estamos De Pie (média indépen-

dant), Fuerza Ciudadana México (média indépendant), Faltan 14+1 Todossomospresos (média indépendant).

Signatures individuelles :

Carmen Castillo (cinéaste), Toni Negri (philosophe), Susan George (écrivaine et présidente d'honneur d'ATTAC), Ramon Chao (journaliste), Père Alejandro Solalinde (défenseur des Droits de l'Homme et responsable du refuge pour migrants Hermanos en el Camino), Javier Sicilia (poète et journaliste), John Ackerman (universitaire, Sciences Po/Paris 3/UNAM), Irma Sandoval (Instituto de Investigaciones Sociales, UNAM), Jean-Loup Amselle (anthropologue, EHESS), Michael Löwy (sociologue-philosophe, CNRS/EHESS), Sergio Aguayo (politologue, Centro de Estudios Internacionales del Colegio de México), Lorenzo Meyer (historien et analyste politique), Michèle Rivasi (vice-Présidente des Verts/ALE, députée européenne EELV), Eva Joly (députée européenne EELV), Karima Delli (députée européenne EELV), José Bove (député européen EELV), Pascal Durand (député européen EELV), Yannick Jadot (député européen EELV), Ernest Urtasun (député européen ICV), Florent Marcellesi (porte-parole d'EQUO au Parlement Européen), Fabien Cohen (secrétaire général de France Amérique Latine), Catherine Ferré (membre du bureau national de France Amérique Latine), Renée Le Mignot (coprésidente du MRAP, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples), Diogo Sardinha (philosophe, Paris I, président du Collège International de Philosophie), Rossana Reguillo (sociologue, ITESO), Pierre Salama (économiste et professeur émérite, CNRS/Paris 13), Thomas Posado (Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris), James Cohen (professeur, Université de Paris 3 Sorbonne Nouvelle), Roland Pfefferkorn (professeur de sociologie à l'Université de Strasbourg), Christian Tutin (professeur d'économie, Université de Paris 12 Créteil, Lab'Urba), Alicia Castellanos (anthropologue, UAM-Iztapalapa), Sylvia Marcos (anthropologue, UNAM), Felipe Martínez Soriano (ex-recteur de la Universidad Autónoma Benito Juárez de Oaxaca), Juan Jacobo Schmitter Soto (biologiste, El Colegio de la Frontera Sur), Michael Harris (mathématicien, Université Paris-Diderot), Bernard Duterme (sociologue et directeur du CETRI, Belgique), Frédéric Viale (économiste, membre du conseil d'administration d'ATTAC), Basile Pot (membre du Comité Exécutif du Nouveau Parti Anticapitaliste), François Sabado (Nouveau Parti Anticapitaliste), Jan Malewski (membre du Nouveau Parti Anticapitaliste et du Bureau exécutif de la IVE Internationale), Gustave Massiah (ingénieur et économiste, représentant du CRID au Conseil international du Forum Social Mondial), Michel Husson (économiste, Institut de recherches économiques et sociales), Olivier Petitjean (Observatoire des multinationales), Monique Markowicz (Commission des Droits de l'Homme, Chili), Pietro Ameglio (prix de la Fondation El-Hibri pour l'Éducation à la paix 2014), Françoise Escarpit (écrivaine), Mario Bellatin (écrivain), Lolita Bosch (écrivaine), Valerio Evangelisti (écrivain), Francesca Gargallo Celentani (écrivaine), Wu Ming (collectif d'écrivains italiens), Ernesto Lumberras (poète), Leticia Luna (poète et éditrice), Armando Vega-Gil (bassiste et écrivain), Marco Cuevas (éditeur), Nasser Djemaï (auteur-metteur en scène), Christine Pellicane (metteur en scène, Compagnie Tamèrantong!), Frantz Morel À L'Huissier (acteur-metteur en scène), Marie-Madeleine Raymond (metteuse en scène et comédienne, compagnie IMLA), Carmen Mariscal (artiste), Michelle Solano (chanteuse-compositrice, « La Serenísima »), Noé Lynn Almada « La Dama » (dessinateur satirique), Helio Flores (dessinateur satirique), Antonio Helguera (dessinateur satirique), José Hernández (dessinateur satirique), Víctor Vélez « Chubasco » (dessinateur satirique), Rafael Pineda « Rapé » (dessinateur satirique), Fernando de Anda « El Fer » (dessinateur sati-

rique), Ángel Boligán (dessinateur satirique), Jorge Menjarrez (dessinateur satirique), Patri-
cio Ortíz (dessinateur satirique), Alma Soto (dessinatrice satirique), Lucy Sosa (journaliste
et cofondatrice de la Red de Periodistas de Juarez), Jorge Fernández Souza (magistrat du
Tribunal de lo Contencioso Administrativo del Distrito Federal et membre de Servicios para
la Paz), Manuel Fuentes Muniz (professeur de droit, UAM-Azc, et ex-président de Aboga-
dos por la paz), Raul Burbano (directeur de Common Frontiers Canada), Claire De Grave
(Terre des Hommes France), Lucile Jouvin (journaliste), Sabine Mellet (journaliste), Ka-
thrin Rousseau (journaliste), Témoris Grecko (journaliste), Ximena Peredo (activiste, écri-
vaine et journaliste), Fabrizio Lorusso (journaliste et professeur universitaire), Dianeth Pe-
rez Arreola (journaliste), Vittorio Agnoletto (homme politique et activiste), Franco Berardi
« Bifo » (philosophe et activiste), Sandro Mezzadra (professeur de philosophie politique à
l'université de Bologne), Massimo Torelli (président de L'Altra Europa con Tsipras), Anna
Camposampiero (L'Altra Europa con Tsipras), Elise Blanc (Fondation Luis Vuitton).

Merci de répondre à : parisayotzi@riseup.net

Cette lettre a fait aussi l'objet d'une pétition on-line,
qui compte à ce jour, 15/06/2015, plus de **5500 signatures** :

<http://www.change.org/Nieto14juilletNON>

Nous joignons à ce texte une sélection des commentaires écrits par les signataires on-line.

“ **Je suis française**, je vis au Mexique. Depuis un an je découvre un **peuple fier, courageux** mais épuisé par **un système qui l’opresse**. On me dit souvent que je viens du pays des **droits de l’Homme** et de **la démocratie**. Alors soyons à la hauteur de notre réputation et **soyons solidaires avec les Mexicains** qui souffrent. Une telle coopération n'est pas digne de nous ”



<http://urlz.fr/1Vs4>

<http://urlz.fr/1Vs4>



“ Inviter le président mexicain reviendrait à approuver sa politique corrompue et à mettre sous silence sa responsabilité pour les crimes commis dans son pays en juin 2014. ”

<http://urlz.fr/1Vs4>



“ Parce que le Mexique **n'est pas un État de droit**, il est donc inacceptable que **l'État Français**, « le pays des droits de l'homme » reçoive l'un des présidents **les plus corrompus** de nos jours, comme un invité spécial. ”



“ **La situation au Mexique** est insoutenable et le peuple lutte jour après jour pour demander du respect et vivre dans la tranquillité mais **le gouvernement** non seulement ne fait rien sinon il y participe.

L’abus de confiance est démesuré et sans gêne.

Le peuple demande depuis des mois sa démission à cause de son incompétence. **Le Mexique a besoin du soutien** de la communauté internationale. Une invitation de la part du pays des droits de l’homme, la France, serait tourner le dos à ses propres valeurs.”

<http://urlz.fr/1Vs4>

“**Je signe** parce qu'il y a trop de **désinformation** en France sur la violation des droits de l'homme **au Mexique**.
NON aux crimes d'État passés sous silence!”



<http://urlz.fr/1Vs4>

“ La politique d'**Enrique Peña Nieto** va
a l'encontre de la **démocratie**...”

43 Étudiants disparus
au MEXIQUE
Où sont-ils ?



<http://urlz.fr/1Vs4>



“ Comment **la France** peut-elle cautionner les exactions des "forces de l'ordre" mexicaines ?!


EPN tu n'es pas le bienvenu ici!

Vivos los llevaron, vivos los queremos! ”

“ Pour que la France **ne soit pas** seulement le sol d'échanges commerciaux, de la défense **des intérêts stratégiques** et **financiers**. Pour que la grandeur des valeurs de notre pays ne soit pas oubliée par ceux qui la dirigent. **Si Hollande** le reçoit qu'il lui demande des explications par respect du **peuple mexicain.**”



<http://urlz.fr/1Vs4>



“ **Je n'admets pas** que nous, **citoyens français**, devenions **complices** de la guerre du président mexicain **contre son peuple** par la décision unilatérale du gouvernement de **François Hollande** de commémorer **notre Révolution** aux côtés **d'un assassin**. Notre Révolution qui prétendait en finir avec **les injustices** et **les privilèges** en sortira salie. Quelle aide à la formation des policiers vendons-nous à un **État tortionnaire** ? Les policiers mexicains ont-ils besoin de plus de techniques ? Et nous sommes ceux qui la leur prodiguons ? ”

**UNE CARTE POSTALE PEUT CACHER DES CRIMES D'ÉTAT IGNOBLES
160 000 MORTS 23 000 DISPARUS 98 JOURNALISTES ASSASSINÉS
LA FRANCE SOUTIENT AVEUGLEMENT LE REGIME AUTORITAIRE MEXICAIN
NE SOYEZ PAS COMPLICES ! SIGNEZ NOTRE PETITION**



<http://urlz.fr/1Vs4>

